

LETTRÉ D'INFORMATIONS COOPÉRATION MONDIALE
Mai 2011

Dans cette édition

Le CIAS se relance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
La Société Civile rejette le Plan d'Action « non incisif » d'Istanbul
L'UNICEF préside le Groupe de Migration Mondiale
Publications de l'UNRISD
Publications de l'OCDE
Renforcer le personnel sanitaire en Afrique

Le CIAS se relance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord



Driss Guerraoui

M. Driss Guerraoui, Président Régional du CIAS Moyen-Orient et Afrique du Nord et Président du réseau marocain du CIAS, a souhaité la bienvenue aux délégués de 10 pays à cette première réunion d'un réseau arabe du CIAS. Les deux journées de la réunion de fin mai étaient centrées sur la protection sociale dans la région arabe. La construction d'un réseau de la société civile renforcera la place du bien-être social et du développement dans les pays arabes. M. Guerraoui a déclaré qu'il était important pour la société civile d'être active en cette période de changements dans la région.

L'objectif de ce nouveau mouvement de la société civile est de combattre la pauvreté et l'exclusion, et de développer la solidarité entre le gouvernement et la société civile.



Christian Rollet – l'une des nombreuses interviews avec les médias

Christian Rollet, Président du Conseil International du Bien-être Social a évoqué dans son discours d'ouverture la défense des droits sociaux dans le contexte de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH). La société civile a un rôle à jouer dans la définition des approches nationales de la protection sociale. Il est important que le monde arabe s'implique dans le CIAS. Il a déclaré que le CIAS souhaitait voir se créer des organisations nationales dans chaque pays de la région pour soutenir les droits sociaux.

Le discours principal a été prononcé par M. Martin Hirsch, membre du Groupe Consultatif sur l'Initiative du Socle de Protection Sociale. Avant d'occuper sa fonction actuelle, M. Hirsch a été nommé par le Président Sarkozy pour superviser la protection sociale en France. Il prépare également la réunion du G20, qui sera présidée par la France.



Martin Hirsch

M. Hirsch a affirmé que tous les pays commencent à transformer les structures sociales et à discuter de la protection sociale. Les pays latino-américains sont en train de moderniser leur système de sécurité sociale. Aucun pays ne peut dire qu'il a tout fait pour mettre en place un système complet de protection sociale. Les économistes s'accordent désormais à dire que l'écart grandissant entre riches et pauvres constitue une menace contre la croissance. Les pays ne peuvent attendre d'avoir un niveau de PIB élevé pour mettre en œuvre un système complet de protection sociale. Le bien-être social n'est pas un luxe : il peut servir à l'économie.

La Société Civile rejette le Plan d'Action 'non incisif' d'Istanbul

de Claire Ngozo, Agence de Presse Inter Press Service
<http://ipsnews.net/news.asp?idnews=55605>

ISTANBUL, 12 mai 2011 – Des groupes de la société civile ont assuré qu'ils allaient mobiliser les citoyens des nations les plus pauvres du monde pour descendre dans la rue et de rejeter le Programme d'Action d'Istanbul aujourd'hui décidé lors de la 4^{ème} Conférence des Nations-Unies sur les Pays les Moins Avancés.

« Le plan d'action n'est en rien incisif et semble avoir laissé les gens vivant dans les pays les moins avancés dans une situation pire qu'avant », a déclaré Arjun Karki, porte-voix du forum de la société civile à la conférence, connu comme LDC-IV. « Nous sommes navrés et déçus », a-t-il affirmé.

Plus de 800 millions de personnes vivent dans 48 pays classés comme les moins avancés, dont 33 sont situés en Afrique Subsaharienne.

Le Programme d'Action pour la décennie 2011 à 2020 déclare que ce sont les pays les moins avancés qui doivent se charger eux-mêmes de prendre en main et en responsabilité leur développement. Les PMA sont appelés à intégrer le Programme d'Action à leurs stratégies, plans et programmes de développement national et à identifier les autorités nationales chargées de superviser l'application et l'engagement des divers acteurs intéressés par les parlementaires et le secteur privé.



Crédit : Nations-Unies

La société civile déclare que le Programme d'Istanbul ne remplit pas la mission assignée avant la conférence, consistant à formuler et à adopter des termes renouvelés pour les relations entre les PMA et leurs partenaires du développement, et à mobiliser un soutien international supplémentaire support et des actions soutenant les dites nations. Au début de la conférence, la société civile a exprimé le besoins d'un changement paradigmatique, incluant l'annulation immédiate et inconditionnelle des dettes à payer par les PMA, ainsi qu'une révision de la mission et des opérations du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Ils voulaient également assister à des politiques de réforme agraire en faveur des petits agriculteurs, ainsi qu'à des mesures en vue de réguler les organismes génétiquement modifiés, l'occupation des terres et la production de bio-carburant à grande échelle, en sus de la spéculation qui affecte le prix des denrées de base.

« C'est très décevant qu'ils n'aient pas pris en considération nos demandes – qui sont les demandes des peuples. Dans le Plan d'Action pour Istanbul, l'élite du Nord a dilué sa fonction en faveur d'une conscience internationale équitable et collective, », signale M. Ihsan Karaman, Président de l'Organisation ayant accueilli le forum de la société civile, Doctors Worldwide. Pour consulter l'intégralité de la déclaration, visiter la page

http://www.ldcwatch.org/index.php?option=com_content&view=article&id=197%3Athe-ldc-civil-society-forum-istanbul-declaration&catid=24%3Acsf-annoncements&Itemid=44&lang=en

L'UNICEF préside le Groupe de Migration Mondiale

Au cours du premier semestre 2011, l'UNICEF préside le [Groupe de Migration Mondiale](#). L'UNICEF travaille avec toutes les agences membres pour coordonner une approche commune des événements internationaux majeurs concernant la migration et promouvoir l'approche pratique du GMG à propos de l'inclusion de la migration dans la planification du développement national, en insistant sur le développement de la capacité et le soutien aux institutions et aux acteurs gouvernementaux intéressés.

Publications de l'UNRISD

Le pouvoir de la juridiction dans la promotion des politiques sociales dans les plus petits états

À partir d'un examen mondial du matériau empirique, ce document soutient qu'une appréciation plus poussée des questions stratégiques, des pratiques institutionnelles, des caractéristiques légales et des mécanismes des comportements de réponse, aideraient à comprendre pourquoi certains états connaissent le succès, alors que d'autres non.

<http://www.unrisd.org/80256B3C005BF3C2/setLanguageCookie?OpenAgent&langcode=en&url=/80256B3C005BCCF9/search/D4C9913E82705AD9C125781F0061AE49?OpenDocument>

Évaluer la Structure des petits états providences : Politiques sociales dans les petits états providence, n° 4

Ce document analyse la manière dont les caractéristiques des petits états influencent leur recherche d'un état providence. Le courant de pensée de nombreux petits états analysés n'établissait pas auparavant de relation entre la taille du pays et l'étendue de l'état providence.

<http://www.unrisd.org/80256B3C005BF3C2/setLanguageCookie?OpenAgent&langcode=en&url=/80256B3C005BCCF9/search/54BECD7260B25CACC125787700589AE4?OpenDocument>

Religion, Politique et Égalité des Genres

Contrairement aux prédictions des modernistes, selon lesquels la religion se retirerait dans une zone privée de culte et de pratique, les dernières décennies ont vu la religion occuper de plus en plus de place sur la scène politique mondiale. Est-ce important ? Du point de vue des droits des femmes et de l'égalité des genres, il y a beaucoup en jeu. L'étude de l'UNRISD montre qu'une religion politisée affecte les droits des femmes de manière problématique. Le défi que représente l'égalité des genres ne vient pas seulement des agendas fondamentalistes, mais aussi de ceux qui

ont instrumentalisé les droits de la femme à des fins politiques.

<http://www.unrisd.org/80256B3C005BF3C2/setLanguageCookie?OpenAgent&langcode=en&url=/80256B3C005BCCF9/search/EE0F97F51F026825C1257894004E4F69?OpenDocument>

Publications de l'OCDE

Études de l'OCDE sur la Politique Sanitaire – Besoin d'aide ? Fournir et payer des soins à long terme

Francesca Colombo, Ana Llana-Nozal, Jérôme Mercier, Frits Tjadens. OECD Publishing

Ce livre analyse les défis que doivent relever les pays concernant la prestation et le paiement de soins à long terme. Avec le vieillissement des populations et la croissance rapide des besoins en soins de longue durée, ce livre analyse des questions comme les futures tendances démographiques, les politiques visant à soutenir les auxiliaires de vie, le personnel soignant à long terme, les arrangements financiers, l'assurance soins à long terme, et l'obtention de plus de valeur pour l'argent investi dans des soins à long terme.

Disponibilité : Date de publication proche : 10 juin 2011 Langue : Anglais Pages : 336 Tableaux : 20 Diagrammes : 56 ISBN : 9789264097582 Code OCDE : 812011031P1

Version : Imprimée (livre de poche) + PDF gratuit (*Note de l'éditeur de Coopération Mondiale – le prix de cette publication est malheureusement excessivement élevé*) Prix : €75 | \$105 | £67 | ¥9700 | MXN1350, ce qui la rend inabordable pour le budget de la plupart des ONG. (L'OCDE publie beaucoup de bon matériel et il est dommage qu'elle fixe des tarifs aussi prohibitifs pour de nombreuses personnes de la société civile).

<http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp?sf1=identifiers&st1=9789264097582>

Renforcer le personnel sanitaire en Afrique



Au cours de la dernière décennie, Les tentatives des bailleurs de fonds mondiaux en matière de SIDA pour renforcer les effectifs sanitaires en Afrique étaient temporaires et spécifiquement destinées au HIV/SIDA, et peu de choses ont été faites pour aborder la durabilité et la capacité à long terme des effectifs à gérer tous les besoins sanitaires. Les politiques et pratiques des principaux bailleurs de fonds incluait divers degrés de soutien au renforcement des ressources humaines dans le domaine de la santé ; la plupart de ces politiques et pratiques visaient des interventions à long terme, comme la formation pendant le service pour les effectifs sanitaires existants et l'embauche personnelle dans des organisations non gouvernementales ou les contrats spéciaux dans le secteur public.

Cependant la surveillance et l'information systématiques des stratégies des bailleurs de fonds ont brillé par leur absence. Ce rapport couvre le dit vide en se centrant sur les stratégies visant à renforcer les effectifs de trois des principaux bailleurs de fonds en matière de VIH/SIDA : le Plan d'Urgence du Président des États-Unis pour soulager le SIDA (PEPFAR), le Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria (le Fonds Mondial), et le Programme de la Banque Mondiale Afrique Multi-pays HIV/AIDS (le MAP). Le rapport identifie six tâches à réaliser par les bailleurs de fonds, les gouvernements nationaux et les parties intéressées des pays afin de s'engager à inverser le grave manque d'effectifs sanitaires qualifiés, motivés et productifs.

http://www.cgdev.org/content/publications/detail/1424385/?utm_source=nl_weekly&utm_medium=email&utm_campaign=nl_weekly_09082010&

Le contenu de cette Lettre d'informations Mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source en soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS

Rédacteur de la Lettre d'Information : Denys Correll, Directeur Exécutif

PO Box 28957

Kampala Ouganda

Tél. : +256 414 32 11 50

Site web www.icsw.org E-mail : icsw@icsw.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette lettre d'informations, merci de cliquer '[ici](#)' en nous communiquant votre nom et adresse mail.